

Conférence des ministres des Finances du Commonwealth

LA Conférence des ministres des Finances du Commonwealth qui s'est tenue à Sydney (Australie) du 8 au 15 janvier a fourni aux gouvernements du Commonwealth l'occasion d'examiner ensemble les progrès accomplis dans le domaine économique depuis la Conférence économique du Commonwealth de décembre 1952. A cet égard, les entretiens ont différé des réunions antérieures marquées par la sombre atmosphère des difficultés aiguës que posait à la zone sterling la question de la balance des paiements. Qu'une rencontre exempte de tout pressentiment de crise fût possible, c'était là un indice des remarquables progrès faits durant l'année vers une plus grande stabilité économique.

Dans son discours inaugural, le Premier ministre de l'Australie, M. Menzies, déclara que c'était la première fois qu'une conférence économique et financière d'une telle importance avait lieu en Australie. Il s'agissait en fait de la première réunion des ministres des Finances du Commonwealth en dehors de Londres, du moins depuis la dernière guerre. Tous les pays autonomes du Commonwealth étaient représentés par leurs ministres des Finances, à l'exception de la Nouvelle-Zélande où le portefeuille des Finances est assigné au Premier ministre. M. Bowden, ministre associé des Finances de la Nouvelle-Zélande, assistait aux entretiens. La délégation du Canada, qui avait à sa tête M. D. C. Abbott, comprenait également M. W. A. Irwin, haut commissaire en Australie, M. W. F. Bull, sous-ministre du Commerce, M. J. J. Deutsch, sous-ministre adjoint des Finances, et M. Louis Rasminsky, de la Banque du Canada.

Objet de la réunion

La réunion avait pour objet de consolider le développement économique enregistré au cours des derniers douze mois par la zone sterling et le Commonwealth, et d'examiner comment, à partir de là, on pouvait le mieux pousser l'expansion de la production et du commerce mondial. Une attention particulière a été accordée aux perspectives du commerce mondial, aux programmes de développement ainsi qu'au plan général élaboré à la conférence de 1952 en vue d'assurer l'expansion de la production dans le monde et de promouvoir l'établissement d'un système multilatéral efficace de paiements et d'échanges commerciaux.

Depuis janvier 1952, les pays de la zone sterling ont avancé à grands pas vers une stabilité financière intérieure, se frayant une route dans le commerce international, poursuivant des programmes équilibrés de mise en valeur et progressant, de façon générale, vers des conditions qui permettent d'abolir graduellement les contrôles discriminatoires et d'instaurer un régime commercial et financier élargi et plus souple. Les grandes lignes de ces derniers objectifs sont exposées dans le « Plan collectif » du Commonwealth pour la libéralisation du commerce et des paiements, dont il est question plus loin. Le retour éventuel à la convertibilité du sterling constitue une partie intégrante de ce plan, qui rejette l'idée qu'une solution durable aux problèmes économiques peut se trouver dans un régime fermé de mesures discriminatoires, affirmant par ailleurs que le meilleur moyen d'assurer au monde la prospérité réside dans le libre échange des biens et services.